



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

25 mai 2005

Volume 4, Numéro 6

LIGNE DE FOND 1

Agriculture : Les ministres du commerce clés arrivent à un compromis sur les équivalents ad valorem 1

La réunion miniministérielle de Paris ravive l'optimisme à propos des 'approximations' de juillet.. 4

NOUVELLES DE L'OMC 6

Afflux de nouvelles propositions lors des discussions sur la facilitation des échanges 6

Les États-Unis décident d'imposer à la Chine des sauvegardes sur les textiles 8

Différend sur le sucre : L'organe d'Appel de l'OMC donne gain de cause au Brésil..... 10

SUR LE FIL..... 12

Les discussions sur le traitement spécial et différencié progressent, avec des propositions des PMA 12

Signature d'une convention de coopération entre le Maroc et la Chine : la coopération Sud-Sud se concrétise 14

Les Membres discutent des procédures de délivrance de visas du mode 4 15

Pascal Lamy, futur Directeur Général de l'OMC..... 16

EVÉNEMENTS..... 18

PUBLICATIONS 19

LIGNE DE FOND

Agriculture : Les ministres du commerce clés arrivent à un compromis sur les équivalents ad valorem

Les ministres du commerce de 30 Membres clés de l'OMC ont réalisé, le 4 mai dernier, une avancée technique dans les discussions sur l'agriculture, sur une question qui empoisonnait les progrès globaux dans les discussions du Cycle de Doha. Les ministres sont arrivés à un compromis préliminaire sur le mode de conversion des tarifs agricoles 'spécifiques', sur la base des quantités importées, en équivalents 'ad valorem', c'est-à-dire les tarifs fondés sur le prix du produit. Les Membres sont en désaccord depuis des mois sur le processus de conversion ; le règlement de cette question est une condition préalable requise pour la poursuite du reste des négociations sur l'agriculture.

L'accord a été facilité par le groupe dit des 'cinq parties intéressées' - Australie, Brésil, UE, Inde et États-unis -, lors d'une réunion 'mini-ministérielle' tenue en marge d'un sommet de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), à Paris. Toutefois, cet accord doit encore être convenu par l'ensemble des Membres de l'OMC et certains éléments, notamment le processus à travers lequel les Membres vérifieraient les équivalents ad valorem les uns des autres, restent indéterminés. Les délégations à Genève ont examiné les directives pour les conversions en équivalents ad valorem, produites par la réunion de Paris, au cours d'une réunion du 10 mai, convoquée par le président du Comité des négociations agricoles, l'ambassadeur Tim Groser de la Nouvelle-Zélande. Aucune délégation ne s'est opposée à la forme large de l'accord, bien que

certaines aient demandé plus de temps pour l'examiner.

Les ministres aplanissent les divergences politiques à Paris

La conversion en équivalents ad valorem est un exercice mathématique à travers lequel les taux tarifaires 'par tonne' ou 'par litre' sont exprimés en pourcentage de la valeur du produit commercialisé. Les tarifs spécifiques peuvent masquer des taux 'ad valorem' très élevés : si une tonne de riz ne coûte que 100 dollars US, un tarif spécifique de 100 dollars par tonne sur ce riz équivaldrait à un taux ad valorem de 100%. Le coût des produits importés est donc central au calcul des équivalents ad valorem - et plus le prix à l'importation 'par unité' est élevé, plus l'équivalent ad valorem est faible. La détermination des prix à l'importation est simple pour certaines lignes tarifaires : les Membres doivent utiliser la méthode de la 'valeur unitaire' dans de tels cas, en fondant la conversion sur les volumes des importations et sur les valeurs des importations notifiées, présentées à la Base de données intégrées de l'OMC (BDI).

Des complications surviennent, toutefois, avec certains produits tels que le sucre et les fromages, pour lesquels les prix à l'importation diffèrent souvent de manière significative des prix mondiaux compilés dans la base de données des statistiques du commerce des produits de base (COMTRADE) de l'ONU. Les cas pour lesquels les deux ensembles de données produisent des prix (et en conséquence, des taux ad valorem) particulièrement divergents sont mis de côté et les conversions ad valorem sont par la suite effectuées sur la base des données à la fois de la BDI et de COMTRADE. Les exportateurs de produits agricoles avaient fait pression en faveur d'une conversion fondée de manière plus étroite sur des prix mondiaux plus faibles. Ceux-ci auraient mené à une hausse des équivalents ad valorem, ouvrant ainsi la voie, à terme, à des réductions tarifaires plus fortes pour les produits de base. L'UE et les pays du G-10, qui accordent des niveaux de protection relativement élevés à leurs secteurs agricoles, étaient en faveur de donner plus de 'poids' aux données plus élevées de la BID. Ils

soutenaient que les facteurs liés à la qualité des produits seraient négligés si les prix utilisés étaient plus proches des données COMTRADE que de celles de la BDI. Ils ont soutenu, en outre, dans les discussions, que les tarifs spécifiques peuvent parfois équivaloir de fait à des taux ad valorem assez faibles.

Deux divergences essentielles avaient empêché un accord. La première portait sur le poids spécifique accordé aux estimations de chaque ensemble de données. La seconde avait trait à l'échelonnement - le point de savoir s'il fallait déterminer un prix sur la base des ensembles de données de la BDI et de COMTRADE puis effectuer une seule conversion en équivalents ad valorem ; ou d'abord calculer les équivalents ad valorem pour chaque ensemble de données puis arriver à un point entre les deux chiffres qui en résultent, sur la base de la pondération convenue.

Le compromis prépare les produits agricoles à des abaissements tarifaires plus forts

A la suite des négociations tenues à Paris, les participants à la réunion mini-ministérielle se sont mis d'accord sur des chiffres spécifiques pour les moyennes de pondération des estimations de prix de la BID et de COMTRADE. Les prix des produits de base seront pondérés en se rapprochant davantage des prix COMTRADE plus faibles, alors que les prix des produits transformés seront relativement plus proches des niveaux plus élevés de la BDI. Concernant l'échelonnement, la pondération des prix dans les deux ensembles de données se fera avant que ne soit effectuée une conversion unique en équivalents ad valorem. L'échelonnement final convenu était conforme aux souhaits de l'UE et a permis à l'UE et au G-10 de se mettre d'accord sur une pondération plus biaisée en faveur des données COMTRADE qu'ils n'avaient été initialement disposés à l'accepter.

Selon l'accord réalisé à Paris, une pondération de '82.5/17.5' sera appliquée aux données COMTRADE et BDI pour déterminer les niveaux de prix pour les produits de base. Ces chiffres situent le prix de conversion en équivalents ad valorem entre les niveaux de prix indiqués par

chaque ensemble de données. 82.5/17.5 signifie que le prix pour la conversion en équivalents ad valorem serait à un niveau de 17,5% en se rapprochant du chiffre de la BDI plus élevé par rapport aux chiffres COMTRADE. Par exemple, si le prix COMTRADE pour un produit non transformé est de 100 dollars US par kilo, et le prix BDI de 200 dollars US par kilo, le compromis serait un prix de 117,5 dollars US par kilo, à utiliser pour la conversion en équivalents ad valorem. Pour les produits transformés, la pondération convenue serait de '60/40'. Ceci signifie que le différentiel de prix antérieur, pour un produit transformé, donnerait un chiffre de 140 dollars US par kilo, aux fins de la détermination de l'équivalent ad valorem.

En termes de formule, les prix de conversion en équivalents ad valorem ajustés pour les deux types de produits seraient exprimés comme suit :

Non transformés = $(0,825 \times \text{prix COMTRADE}) + (0,175 \times \text{prix BDI})$

Transformés = $(0,6 \times \text{prix COMTRADE}) + (0,4 \times \text{prix IDB})$

Les ministres saluent l'accord ; Groser convoque une réunion à Genève

A la suite du compromis, le représentant américain au commerce extérieur, Rob Portman a observé que " c'était une avancée significative ... Sans cela ... le cycle aurait continué d'être bloqué. " Le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, a ajouté que l'accord sur les équivalents ad valorem ne représentait qu'une première étape et qu'il restait beaucoup à faire, alors que Celso Amorim, du Brésil, soulignait que toutes les parties avaient, à la fin, fait preuve de flexibilité. Certaines sources à Genève ont fait part de leur satisfaction de voir le désaccord sur les équivalents ad valorem résolu, car la question avait été inutilement grossie, de manière déraisonnable. S'exprimant le 5 mai, à Kingston, le ministre jamaïcain des Affaires étrangères et du commerce, K. D. Knight, avait semblé encore moins optimiste à propos d'un accord éventuel sur l'agriculture, en déclarant que " certains produits [agricoles] sensibles doivent être protégés contre la

concurrence, " autrement " nous allons avoir un blocage à HongKong. "

Le sucre a été explicitement omis de la liste de produits de base pour lesquels il a été demandé aux Membres d'élaborer des équivalents ad valorem dès que possible. A Paris, les délégués avaient débattu du point de fonder la conversion sur les prix définis par les bourses du sucre de Londres et de New York. Toutefois, tant les États-unis que l'UE ont trouvé cette idée problématique, l'UE déclarant qu'elle lèserait les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), qui bénéficient actuellement d'un accès préférentiel au marché européen.

Lors de la réunion du 10 mai, les États-unis, le Brésil, la Suisse et l'Australie ont vivement invité les Membres à accepter l'accord de compromis. Aucun pays n'a exprimé d'opposition explicite à l'accord, bien qu'un petit nombre de pays aient déclaré avoir besoin de plus de temps pour l'examiner. Certaines délégations - dont la Chine - ont jugé l'accord imparfait, mais se sont dites disposées à l'accepter pour faire avancer les négociations. Les Philippines ont soutenu que la distinction entre les produits de base et les produits finis - spécifiquement les abaissements tarifaires plus faibles sur les derniers - était inutile, en particulier du fait que la progressivité des droits (tarifs faibles sur les matières premières, tarifs progressivement plus élevés pour les produits transformés) était déjà un problème.

Les pays producteurs de sucre, notamment Maurice, les Philippines, Antigua et Barbuda et la Barbade, ont fait part de leur préoccupation concernant l'exclusion du sucre de l'accord sur les équivalents ad valorem. L'Australie a, par contre, soutenu que les prix du sucre étaient tellement faussés par la protection aux États-unis et dans l'UE qu'ils finiraient probablement par faire l'objet d'abaissements tarifaires forts, indépendamment de la base de données de prix utilisée. Groser a déclaré aux Membres que la vérification des calculs des équivalents tarifaires des uns et des autres ne serait pas une entreprise majeure si la méthodologie utilisée pour les calculer n'était pas

suffisamment spécifique. Acceptant une suggestion avancée par l'Australie et le Mexique, Groser avait fixé le 20 mai comme " date limite soft " pour que les grands pays fournissent leurs calculs des équivalents ad valorem. Les petits pays, a-t-il déclaré, bénéficieraient, pour ce faire, d'un délai supplémentaire, ainsi que d'une assistance du Secrétariat.

Au cours de la prochaine semaine de l'agriculture, fixée du 30 mai au 3 juin, les délégués doivent se concentrer sur les questions d'accès aux marchés. Groser a déclaré qu'il aimerait voir les Membres démarrer les discussions sur la formule de réduction tarifaire, au cours de cette semaine.

La réunion miniministérielle de Paris ravive l'optimisme à propos des 'approximations' de juillet

Les ministres du commerce de 30 pays influents Membres de l'OMC ont de nouveau tourné leur regard vers fin juillet pour produire des 'premières approximations' bien développées d'un accord que les Membres pourront alors étoffer pour adoption lors de la Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre, à Hongkong. Ceci avait suivi une percée, le 4 mai, sur une question technique liée aux tarifs agricoles qui avait effectivement bloqué les discussions commerciales de la série de négociations de Doha, au cours d'une réunion 'miniministérielle' de l'OMC, à Paris.

Ce regain d'optimisme survient juste une semaine après une réunion de l'OMC du 28 avril, au cours de laquelle le directeur général Supachai Panitchpakdi avait averti les Membres qu'ils étaient très en retard par rapport à leur cible de juillet pour la production de ce texte, ce qui compromettait les chances d'arriver à un accord à Hongkong. De fait, seulement quelques heures avant cette percée du 4 mai, Supachai avait averti les ministres assistant à la réunion que les négociations " ne tenaient pas le cap. "

Les ministères réitèrent leur attachement aux 'approximations' de juillet

Bien que le compromis sur la conversion des tarifs spécifiques pour les produits agricoles (ceux fondés sur les quantités importées) en équivalents ad valorem, fondés sur la valeur, aient donné aux discussions en cours une impulsion qui faisait cruellement défaut, les participants à la réunion de Paris ont convenu qu'il restait beaucoup à faire d'ici juillet - dans l'agriculture comme dans les autres domaines de négociation.

Selon le résumé des travaux, préparé par le président de la réunion, John Tsang, secrétaire au commerce de Hongkong, les cinq gouvernements qui ont élaboré le mémorandum qui devait par la suite être accepté par les autres participants, s'étaient " engagés à travailler avec le président du groupe de négociation [de l'agriculture] à susciter un consensus " sur ce texte, à Genève.

Des progrès sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et sur les services, perçus comme cruciaux

Des sources indiquent que la majeure partie de la réduction a été consacrée par les discussions sur les équivalents ad valorem et qu'il y avait eu peu de temps pour débattre des autres questions en détail. Néanmoins, le résumé de Tsang - en tant que document informel non entériné - spécifiait également que les participants avaient convenu de la nécessité d'élargir l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et que " un abaissement substantiel des tarifs, en particulier des crêtes tarifaires, de la progressivité des droits et des tarifs élevés ... était souhaitable. " Le texte indiquait que les ministres avaient encouragé leurs responsables du commerce à " rechercher des éléments communs " dans les différentes propositions actuellement sur la table, dans les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, afin d'élaborer une formule de réduction tarifaire acceptable. Ceci peut toutefois s'avérer difficile, car les Membres se sont montrés jusqu'ici profondément divisés tant sur la structure de la formule que sur les flexibilités à accorder aux pays en développement, dans son application.

En ce qui concerne les négociations sur les services, le résumé spécifiait que les responsables présents à la réunion réitéraient l'importance que revêtait la présentation " d'une masse critique d'offres initiales/révisées d'ouverture des marchés " d'ici la date limite de fin mai, énoncée dans l'Ensemble de résultats de juillet. Ils ont également convenu du besoin de moyens pratiques pour évaluer la " qualité " de ces offres. Selon des sources médiatiques dans les milieux du commerce, certaines délégations à Genève commencent à suggérer que ces critères devraient fixer des cibles pour les négociations générales, au lieu de simplement servir de mesures de la profondeur et de la portée des offres.

Les participants ont également appelé à des progrès sur les questions de développement, les règles de l'OMC et la facilitation des échanges.

Réactions positives des ministres qui se tournent avec intérêt vers juillet

" Je pense que nous avons réalisé de bons progrès " a déclaré le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorin, à la fin de la réunion, " et nous avons réalisé de bons progrès parce que chacun a été en mesure de faire preuve de flexibilité. "

Le nouveau représentant américain au Commerce extérieur, Robert Portman, a déclaré : " J'espère que nous serons en mesure de relancer le processus à Genève pour que, d'ici fin juillet, nous ayons fait suffisamment de progrès pour pouvoir être optimistes avant Hongkong, en décembre. " Portant son attention sur les discussions de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, le représentant américain a déclaré : " Il serait difficile ... de réaliser des progrès à la fin l'année, à Hongkong, " à moins que les Membres ne soient en mesure d'élaborer " une formule avec laquelle nous pouvons tous travailler " d'ici juillet. Le commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson, a demandé au Secrétariat de l'OMC de commencer à insérer des chiffres effectifs dans les différentes formules qui ont été proposées, afin de permettre aux Membres une meilleure appréciation des abaissements tarifaires qu'elles impliqueraient.

D'autres délégations se sont dites satisfaites de ce que la question des équivalents ad valorem soit " derrière nous ", ce qui permet d'avancer dans les discussions. Mettant en exergue la complexité des négociations à venir, un délégué d'un pays en développement basé à Genève a déclaré à BRIDGES que, même une fois franchi l'obstacle des équivalents ad valorem, " Nous avons à peine suffisamment de temps pour faire le nécessaire d'ici juillet. Les Membres sont en train de tracer une nouvelle voie, en particulier dans l'agriculture, où ils sont en train de définir un certain nombre de questions, jetant ainsi les bases d'un nouvel accord. Nous devons mettre en place les modalités - jeter les bases de manière adéquate - avant de négocier le niveau d'ambition, c'est-à-dire des chiffres spécifiques pour la réduction tarifaire. " " Nous pouvons le faire si nous sommes tous disposés à travailler ensemble et à prendre un engagement politique dans ce sens ", a poursuivi le négociateur, " mais même s'il y a la volonté, il ne reste pas beaucoup de temps, au vu de la complexité et de l'étendu absolues des questions techniques qui nous attendent. "

La prochaine réunion miniministérielle doit se tenir en juillet, en Chine. Lors de cette réunion, les ministres s'attendent à voir un projet de 'premières approximations', préparé par les présidents de divers groupes de négociation du Cycle de Doha. " Elles vont certes différer dans la forme " concluait le résumé de Tsang, " mais elles devraient fournir suffisamment de spécificité pour nous permettre d'identifier assez tôt les points communs où un accord est en vue et de rechercher des progrès et des contreparties dans les domaines où il y a des divergences, pour être sûrs d'être sur la bonne voie pour Hongkong. Il n'y a pas de temps à perdre. "

NOUVELLES DE L'OMC

Afflux de nouvelles propositions lors des discussions sur la facilitation des échanges

La réunion du Groupe de négociation de la facilitation des échanges, les 2 et 3 mai, a vu plusieurs nouvelles propositions, comme lors de sa session antérieure, en mars. Onze nouvelles communications ont été présentées, tant par les pays en développement que par les pays développés Membres.

Comme auparavant, la simplification et la normalisation des règles régissant le mouvement des marchandises formaient le thème sous-jacent de la plupart des présentations. Selon une source à Genève, plusieurs responsables basés dans les capitales, ayant une bonne connaissance des questions, étaient présents à la réunion, ce qui a facilité des discussions constructives et des réponses immédiates aux propositions.

L'Ensemble de résultats de juillet (WT/L/579) énonce des modalités pour les négociations sur la facilitation des échanges, en donnant pour instruction aux Membres de " clarifier et améliorer les aspects pertinents " des articles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994, qui traitent de la liberté de transit pour les marchandises des autres Etats Membres (article V), des redevances et formalités se rapportant au commerce (article VIII) et de la transparence dans la régulation et l'administration des règlements relatifs au commerce (article X).

Les discussions étaient structurées en trois parties : les questions transversales, les aspects de fond liés aux trois articles et des présentations par des organisations internationales pertinentes.

Le Pérou appelle à un inventaire des mesures ayant trait à la facilitation des échanges

Dans sa communication (TN/TF/W/30) portant sur tous les 3 articles du GATT qui entrent dans le

cadre des discussions sur la facilitation des échanges, le Pérou a proposé un inventaire des mesures de facilitation des échanges appliquées. L'inventaire lierait chaque mesure à ses bénéficiaires, aux secteurs impliqués dans sa mise en œuvre, aux règlements connexes et en particulier, à ses incidences économiques et commerciales. Cette information servirait alors de base pour déterminer " les mesures actuellement appliquées qui doivent être approuvées et encouragées par des activités de coopération technique et financière et reflétées dans les dispositions de l'OMC " et les nouvelles mesures qui doivent être élaborées et adoptées par les Membres de l'OMC, accompagnées d'une assistance appropriée. La Chine et le Pakistan (TN/TF/W/29), avec l'appui du Sri Lanka, ont proposé que les Membres aient recours à un outil commun, fondé sur les travaux déjà effectués par les organisations internationales, pour identifier les besoins et les priorités en matière de facilitation des échanges.

Un diplomate des milieux du commerce a fait état du fait que les Membres doivent évaluer le 'déficit de mise en œuvre' sur la base de la capacité des pays à répondre aux demandes des propositions effectives. Sur la base de ce 'déficit', ils pourraient alors décider d'ajuster ou non les engagements d'un pays particulier à la baisse, ou de lui accorder un traitement spécial et différencié et une assistance technique pour l'aider à combler le déficit.

Les questions de transit bénéficient d'une plus grande attention

Nombre des nouvelles présentations se sont concentrées sur le transit des marchandises (article V), ceci étant favorablement accueilli par plusieurs pays enclavés. La Bolivie, la Mongolie et le Paraguay (TN/TF/W/28) ont présenté une communication conjointe, de même que le Paraguay, le Rwanda et la Suisse (TN/TF/W/39). D'autres communications ont été présentées par la Corée (TN/TF/W/34) et l'UE (TN/TF/W/37). La plupart de ces nouvelles propositions ont mis en exergue divers obstacles à l'accélération et la prévisibilité du transit des marchandises. Ces obstacles, qui rendent les pays enclavés

particulièrement peu compétitifs sur les marchés mondiaux, comprenaient des contrôles additionnels et parfois illégaux, des mesures de sécurité excessives, des prescriptions excessives et non normalisées en matière de documentation et le manque de coordination entre diverses agences relevant de la douane. La communication de l'UE (TN/TF/W/35) exposait des problèmes similaires en matière de transit.

Les communications ont également mis en exergue les droits de transit déraisonnablement élevés et non publiés, appliqués aux Membres enclavés, par les pays voisins. La proposition émanant du Paraguay, du Rwanda et de la Suisse a noté que pour les pays les moins avancés (PMA) enclavés, les coûts du fret et de l'assurance comptaient en moyenne pour 12,9% des exportations totales (contre 8,1 et 5,8% dans les pays en développement et les pays développés, respectivement) et que pour certains PMA africains, ce chiffre était supérieur à 50%.

Les communications proposaient des solutions telles que l'extension du principe de non discrimination aux modes de transport, à l'origine et à la destination, aux transporteurs, aux itinéraires et aux marchandises, ainsi que la promotion de la coordination entre autorités pertinentes dans les pays voisins et le recours à des normes internationales pour les formalités de transit. Un délégué a observé que certains pays établissent fréquemment une distinction en termes de traitement entre navires et camions de différents pays, par exemple en exigeant d'eux qu'ils suivent des itinéraires peu rentables.

Les propositions sur la transparence mettent l'accent sur la notification préalable

La communication péruvienne a également abordé la transparence (article X), de même que celle de Hongkong (TN/TF/W/32). Les deux communications ont souligné qu'il était important de donner aux négociants suffisamment de temps pour se préparer aux nouveaux règlements en matière de commerce. La communication péruvienne appelait à la publication de toutes les législations pertinentes relatives aux procédures

douanières, ainsi que des périodes de temps minimales avant l'entrée en vigueur de nouveaux règlements. La présentation de Hongkong renforçait ceci, en exigeant la publication des nouvelles mesures dans les plus brefs délais.

Redevances et formalités : le recours à des normes internationales jugé essentiel

Selon la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Suisse (TN/TF/W/36), la simplification, la réduction et normalisation de la documentation pour les redevances et les formalités ayant trait au commerce (article VIII) aiderait les petites et moyennes entreprises. La communication de Singapour (TN/TF/W/38) mettait l'accent sur l'importance que revêtaient les décisions anticipées (c'est-à-dire l'information préalable sur la classification des droits de douane, l'évaluation en douane, etc.) pour l'amélioration de la certitude et de la prévisibilité en ce qui concerne les procédures douanières. La communication du Pérou recommandait que les Membres adhèrent aux conventions de l'Organisation mondiale des douanes (OMC) qui cherchent à harmoniser et à simplifier les procédures douanières.

Le Groupe africain met l'accent sur le Droit de choisir les options de politique et sur la flexibilité de politique

Le groupe de Membres africains de l'OMC (TN/TF/W/33) a fait état du fait que le droit de choisir les options de politique et d'exercer des flexibilités, accordé aux pays en développement et aux PMA, devait rester sacro-saint. La proposition a mis l'accent sur l'importance que revêtaient le traitement spécial et différencié, l'assistance technique, la constitution de capacités et le soutien à l'assistance en matière de mise en œuvre. Les priorités identifiées par le Groupe africain comprenaient la réduction des coûts du transport et des communications, le renforcement des capacités des agences douanières et l'intégration des entreprises et des économies africaines dans les systèmes internationaux de paiement et d'assurance.

Le sud-africain Nkululeko Khumalo, analyste du commerce, a écrit dans le quotidien de

Johannesburg, Business Day, que l'OMC devait aller au-delà du champ de ses discussions actuelles pour mettre davantage l'accent sur la constitution de capacités et l'assistance technique, en particulier pour ce qui est des besoins en matière d'infrastructures telles que les réseaux de transport. Un délégué basé à Genève s'est élevé contre cela en indiquant que les Membres devaient se décider sur les engagements effectifs avant d'être en mesure de prendre des décisions concrètes sur l'assistance nécessaire.

Des sources signalent qu'un des aspects notables de la réunion a été une présentation de la Banque mondiale sur un projet en Jamaïque qui, apparemment, a non seulement rehaussé la facilitation des échanges, mais a aussi permis aux agences gouvernementales de participer aux négociations de l'OMC

L'UE (TN/TF/W/37) a décrit ses initiatives d'assistance technique en cours, notamment un projet de 60 millions d'euros visant à moderniser le système douanier égyptien. L'UE a également spécifié que l'assistance technique liée à la facilitation des échanges était un volet important de ses négociations commerciales régionales avec les pays en développement.

" Hongkong n'est pas l'horizon " pour la facilitation des échanges.

Selon un négociateur, il n'y a pas d'urgence à développer des 'modalités' pour la facilitation des échanges, comme c'est le cas pour d'autres domaines des négociations, car les articles du GATT fournissent aux Membres une base à partir de laquelle travailler. Les délégués devaient simplement évaluer les progrès réalisés dans les discussions et déterminer ce qui devait entrer dans un ensemble pour adoption lors de la Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre, à HongKong. Toutefois, pour ce qui est des négociations, " Hongkong n'est pas l'horizon pour la facilitation des échanges. "

Un autre diplomate a observé que les Membres avaient des divergences sur ce qui devait venir en

premier - l'évaluation des besoins, l'assistance technique ou les engagements aux fins de l'OMC ?

La prochaine réunion du Groupe de négociation est fixée aux 13-14 juin. Selon une source dans les milieux du commerce, on s'attendait à ce que les Membres présentent des propositions relatives à l'orientation future des négociations.

Les États-Unis décident d'imposer à la Chine des sauvegardes sur les textiles

Les États-Unis ont décidé d'imposer des contingents sur trois catégories d'importations de textiles et de vêtements chinois. L'annonce du 13 mai a fait suite à des enquêtes qui révélaient que les importations entraînaient la désorganisation des marchés.

La décision étonnamment rapide de limiter les importations a été diffusée seulement 4 jours après l'expiration, le 9 mai, de la période de commentaires publics pour les enquêtes sur la désorganisation des marchés, initiées début avril par le Comité américain de la mise en œuvre des accords sur les textiles (US Committee for the Implementation of Textiles Agreements - CITA), un groupe gouvernemental interagences américain, présidé par le département du Commerce.

Les conditions d'accession de la Chine à l'OMC comprennent une " clause de sauvegarde spécifique sur les textiles " qui autoriserait les Membres de l'OMC à imposer des restrictions quantitatives sur les importations de textiles et de vêtements chinois, si ces importations perturbent les marchés. Aux fins de la sauvegarde, les Membres peuvent restreindre des produits spécifiques à une hausse de 7,5% au-dessus des niveaux d'importation de l'année antérieure.

Dans le même contexte, le commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson, a demandé à la Commission européenne d'accélérer la procédure de pré-sauvegarde pour les tee-shirts et le fil de lin en provenance de Chine. En outre, une réunion du

Conseil du commerce des marchandises de l'OMC a été ajournée le 10 mai, les Membres de l'OMC n'ayant pas été en mesure de convenir, de débattre ou non d'une proposition tunisienne relative aux besoins d'ajustement des pays en développement, à la suite de la suppression des contingents commerciaux dans le secteur des textiles et des vêtements, fin 2004.

Les États-Unis " déterminés à créer des règles du jeu égales "

Le CITA a annoncé, le 13 mai, avoir constaté des preuves de la désorganisation des marchés, ainsi que de la menace de désorganisation accrue, dans ses enquêtes sur les chemises et les chemisiers en coton, les pantalons en coton, et les sous-vêtements en coton et en fibres synthétiques. Le CITA a soutenu que les importations chinoises s'étaient accrues en volume de 1.276%, 1.573,2% et 318,24% pour les première, seconde et troisième catégories, respectivement.

Les enquêtes, menées en partie en réponse aux demandes des fabricants américains de textiles, qui exigent une intervention gouvernementale pour protéger la production nationale, avaient été initiées le 4 avril. Dans ses constatations du 13 mai, le CITA a confirmé à la fois la validité de sa propre plainte et de celle des fabricants de textiles, en début d'année, en soutenant qu'il y avait la " menace " de désorganisation des marchés pour les mêmes produits. Ceci validait essentiellement les plaintes controversées de 2004 qui demandaient l'imposition de sauvegardes uniquement sur la base de la " menace " de désorganisation des marchés, plaintes qui avaient été contestées aux États-Unis au motif de l'incertitude sur le point de savoir si la preuve effective de la désorganisation des marchés était nécessaire.

Aux termes de la 'clause de sauvegarde spécifique pour les textiles', les États-Unis limiteront les importations chinoises des trois types de textiles à 7,5% des niveaux des importations de l'année antérieure. Les restrictions entreront en vigueur dès que le CITA aura formellement demandé des consultations avec la Chine pour atténuer ou éviter la désorganisation des marchés. Le CITA a déclaré qu'il rechercherait les consultations - déclenchant

ainsi l'imposition des contingents - d'ici fin mai. Une fois déclenchées, les sauvegardes resteront en vigueur jusqu'à ce que les deux parties arrivent à un accord sur un autre moyen de ralentir les importations, or jusqu'à fin 2005.

Réagissant aux mesures de manière virulente, Beijing a fait part de " son vif mécontentement et de son opposition ferme " à la décision du CITA, en estimant qu'elle reposait " sur des statistiques inexactes, à court terme. " Dans une note présentée à l'ambassade américaine en Chine, le gouvernement chinois déclarait que la réintroduction des contingents " va à l'encontre de l'esprit fondamental du libre-échange encouragé par l'OMC " et " n'est pas conforme aux réglementations pertinentes relatives à l'accession de la Chine à l'OMC. " De même, le porte-parole du ministère du Commerce chinois, Chong Quan, a ajouté, dans une déclaration que " le gouvernement chinois se réserve le droit de prendre des mesures supplémentaires dans le cadre de l'OMC, " sans spécifier ce que de telles mesures pourraient impliquer.

Selon les données du gouvernement américain sur les importations de textiles et de vêtements au cours du premier trimestre de 2005, les expéditions totales chinoises de textiles et de vêtements vers les États-Unis ont enregistré une hausse de 47,95% au cours des 3 premiers mois de cette année, équivalant à 3.472,22 millions de mètres carrés.

Les pays en développement affectés

Au cours d'une réunion du Conseil du commerce des marchandises, le 10 mai, les membres de l'OMC ont examiné une proposition de la Tunisie (JOB(05)/31), soutenue par la Turquie et la Jordanie, appelant à la mise en place de mesures correctives pour les problèmes rencontrés par les pays en développement dans l'ajustement à l'environnement commercial post-contingents dans le secteur des textiles et des vêtements. La proposition demande aux Membres de l'OMC d'examiner les voies et moyens de stabiliser les prix du marché pour les produits alimentaires, les textiles et les vêtements et de travailler avec les institutions financières internationales à la mise en

place d'un mécanisme de financement pour aider les pays en développement et les PMA qui bénéficient d'un accès en contingents préférentiel à s'adapter à la nouvelle donne. La proposition demande, en particulier, que les questions concernant les textiles et liées à l'adaptation soient inscrites comme points permanents de l'ordre du jour du Conseil des marchandises.

Ces mesures sont nécessaires, a soutenu la Tunisie, parce que les pays en développement et les PMA ont été les plus durement touchés par les changements intervenus dans le secteur des textiles et des vêtements. " Depuis le 1er janvier 2005, ces pays ont vu s'amenuiser leurs avantages compétitifs dans leurs marchés d'exportation et n'ont conservé que l'avantage de l'accès tarifaire préférentiel, mais limité, " a déclaré la Tunisie. Le document avait été inscrit dans l'ordre du jour provisoire par le président Vesa Tipani Himanen de Finlande, mais la Chine s'est opposée à des discussions sur la proposition tunisienne et, avec le soutien de l'Inde, du Brésil et de HongKong, a refusé d'accepter l'ordre du jour tel qu'il était établi. Suite à ce désaccord, le Conseil du commerce des marchandises a été suspendu par Himanen, qui a déclaré qu'il mènerait des consultations avec les Membres " de toute urgence. "

L'UE entame des consultations formelles

Le ministre européen au commerce, Peter Mandelson a, le 17 mai, demandé à la Commission européenne d'entamer des consultations formelles avec la Chine dans deux des neuf catégories d'importations de textiles et de vêtements actuellement examinées par l'UE. Aux fins des règles de l'UE, les enquêtes ouvertes le 24 avril peuvent prendre jusqu'à 60 jours, mais la procédure permet le déclenchement de consultations urgentes avec la Chine dans le cadre de l'OMC pour tout produit pour lequel les poussées des importations et la menace de préjudice immédiat à l'industrie communautaire sont très élevées. Mandelson a déclenché cette disposition " d'urgence " pour les tee-shirts et le fil de lin. Toutefois, les sept autres catégories actuellement examinées continueront de suivre le processus d'enquête de 60 jours complets et par la suite, si une désorganisation du marché est

constatée, elles feront l'objet de consultations formelles avec la Chine. L'enquête menée par la Commission a montré que les importations chinoises au cours des premiers mois de cette année ont enregistré une hausse de 187% pour les tee-shirts (catégorie 4) et de 56% pour le fil de lin (catégorie 115), par rapport à la même période en 2004, entraînant des baisses de production en Grèce, au Portugal et en Slovaquie et un détournement des exportations en provenance du Maroc, de la Tunisie, de la Roumanie, du Pakistan, du Sri Lanka et du Bangladesh.

La proposition d'entamer des consultations formelles avec la Chine pour les tee-shirts et le fil de lin sera bientôt soumise au Collège des commissaires de l'UE, puis sera débattue avec les membres de l'UE au sein du Comité des textiles. Avec l'accord du Comité, une lettre de demande de consultations formelles serait adressée à la Chine. Ce processus pourrait s'achever avant fin mai. Toutefois, contrairement aux États-Unis, il n'y a pas de restrictions quantitatives imposées automatiquement lorsque des consultations formelles sont ouvertes. Plutôt, si la Chine ne s'autolimite pas dans un délai de 15 jours après réception de la demande de consultations formelles, l'UE peut imposer des restrictions quantitatives, aux fins de la clause de sauvegarde spécifique pour les textiles.

Différend sur le sucre : L'organe d'Appel de l'OMC donne gain de cause au Brésil

L'Organe d'appel de l'OMC a rendu public, le 28 avril, son rapport sur un appel initié par le Brésil, la Thaïlande et l'Australie, concernant le différend intenté contre le régime du sucre de l'UE. La décision de l'Organe d'appel, qui suivait de près celle prise récemment en faveur du Brésil, dans " l'appel concernant le coton " confirmait toutes les conclusions du groupe spécial de règlement des différends. De plus l'Organe d'appel a rejeté la décision du groupe spécial de ne pas statuer sur la plainte du Brésil aux fins de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Le groupe spécial avait constaté que l'UE subventionne ses exportations de sucre au-dessus du niveau formellement notifié à l'OMC - ce que l'on appelle sa " liste d'engagement " donc en violation de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture constatation majeure confirmée par l'Organe d'appel.

Le groupe spécial avait également constaté que les exportations de sucre en surplus du niveau d'engagement de l'UE équivalait à la quantité de sucre importée des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et de l'Inde, dans le cadre d'arrangements préférentiels, ainsi qu'à celle du sucre produit en surplus des contingents de sucre européens. L'UE avait fait valoir qu'une note de bas de page dans sa liste d'engagements excluait 1,6 million de tonnes de sucre - équivalant à la quantité qu'elle importait des pays ACP et de l'Inde - du champ d'application de ses prescriptions de réduction en matière de subventions. Le groupe spécial avait rejeté cet argument, en soutenant que la note de bas de page n'avait aucun effet juridique et qu'elle ne pouvait ni rehausser, ni modifier, les niveaux d'engagement spécifiés de l'UE.

L'Organe d'appel partageait l'avis du groupe spécial sur ces points, qui étaient également important pour les pays ACP (dont certains étaient des tierces parties à ce différend et avaient présenté des communications durant l'appel). L'Organe a toutefois déterminé que, contrairement à l'argumentation du groupe spécial, la note de bas de page avait certes un effet juridique - mais non " l'effet juridique de rehausser ou autrement de modifier les niveaux d'engagements [de l'UE] comme spécifié dans sa Liste. "

Application erronée de " l'économie judiciaire " par le groupe spécial dans la plainte concernant l'Accord sur les subventions

Le Brésil, l'Australie et la Thaïlande ont, le 25 janvier 2005, fait appel de la décision du groupe spécial de ne pas statuer sur leurs plaintes relatives au fait que les subventions européennes aux exportations de sucre étaient en violation de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Le groupe spécial avait refusé de

statuer sur la question, estimant que ses décisions aux fins de l'Accord sur l'agriculture rendaient une telle décision inutile et que les parties n'avaient pas suffisamment étayé leurs plaintes subsidiaires ayant trait à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Les co-parties plaignantes avaient souhaité tirer profit des mesures correctives prévues dans le cadre de cet accord, car elles auraient raccourci les délais accordés à l'UE pour qu'elle se mette en conformité avec la décision.

L'Organe d'appel a soutenu que le groupe spécial avait eu tort de faire preuve " d'économie judiciaire " et ne s'était pas acquitté de ses obligations aux fins des règles du règlement des différends. L'Organe s'est toutefois abstenu de " mener l'analyse juridique et d'examiner les plaintes des parties plaignantes aux fins de l'Accord sur les subventions, non traitées par le groupe spécial ", en déclarant qu'il n'avait pas reçu suffisamment d'information pour lui permettre de déterminer la période de temps appropriée pour le retrait de toute subvention qui serait estimée " prohibée " aux fins de l'Accord sur les subventions.

Les parties plaignantes satisfaites de la décision, l'UE et les ACP préoccupés

Le ministre du commerce australien, Mark Vaile, a estimé, dans une déclaration du 28 avril, que " l'UE sera tenue de réduire de manière significative ses exportations de sucre et ses dépenses en matière de subventions à l'exportation " et que " le retrait de près de 4 millions de tonnes de sucre subventionné du marché mondial changera la donne de manière significative pour les producteurs de sucre australiens qui sont en concurrence dans l'arène mondiale. " Liant ceci à la décision en faveur du Brésil dans le différend sur le coton, Eduardo Pereira de Carvalho, président d'Unica, la plus grande association de l'industrie du sucre du Brésil, a déclaré que " ces deux décisions ont totalement changé la manière dont les subventions aux produits agricoles sont perçues dans le commerce international. "

Par ailleurs, préoccupés par l'impact de la décision sur leur accès préférentiel au marché du sucre de

l'UE, les pays ACP ont fait part de leur déception à propos de la décision. Selon le secrétaire général de Fiji National Farmers Union, Mahendra Chaudhry, Fidji s'attendait à perdre 120 millions de dollars de recettes du sucre en raison de la décision de l'OMC. Il a déclaré que ceci aggraverait la pauvreté extrême qui menaçait 200.000 citoyens fidjiens, tributaires de l'industrie du sucre pour leurs moyens d'existence.

Faisant allusion à la promesse faite par l'UE d'aider les pays ACP à s'ajuster aux conséquences de la décision de l'OMC sur leurs préférences en matière de sucre, le commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, Mariann Fischer Boel, a déclaré : " Naturellement, je tiendrai compte de ce verdict en finalisant les propositions de réforme que nous devons publier le 22 juin. Nous continuerons de défendre les intérêts fondés des producteurs et des consommateurs de sucre tant de l'UE que des pays ACP. Je suis déterminée, à présent, à moderniser notre régime du sucre pour lui garantir un avenir viable. " Le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, a également noté que l'UE se conformerait à " ses obligations internationales sur le régime du sucre et travaillera en étroite collaboration avec les Etats Membres sur les réformes nécessaires, préalablement à la Conférence ministérielle de l'OMC, de décembre."

Indépendamment de la décision de l'OMC, la réforme interne européenne en cours sur le sucre doit abaisser les prix et les contingents internes du sucre, réduire les exportations et les remboursements sur les exportations et fournir une assistance adaptée aux pays ACP exportateurs de sucre, affectés par la réduction des prix européens.

Le communiqué de presse de l'UE, diffusé le 20 avril, en réponse à la décision sur le sucre, " European Commission regrets attack on EU sugar regime, but will abide by WTO Appellate Body Ruling " (IP/05/506) est disponible à <http://www.europa.eu.int>.

SUR LE FIL

Les discussions sur le traitement spécial et différencié progressent, avec des propositions des PMA

Les négociations sur le traitement spécial et différencié à l'OMC ont progressé lors des réunions des 10 et 12 mai, au cours desquelles les Membres ont convenu d'examiner les propositions propres à des accords, présentées par les pays les moins avancés (PMA). Lors de la réunion de deux jours de la Session spéciale (de négociation) du Comité du commerce et du développement, les Membres ont d'écarter, pour le moment, l'approche antérieure proposée par président et ont plutôt procédé à l'examen de cinq propositions présentées par les PMA, visant le renforcement du traitement spécial et différencié.

Le président de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement, Faizel Ismail, avait proposé, au début de cette année, de regrouper en différentes catégories à la fois les propositions propres à des accords, présentées par les pays en développement et les questions transversales, défendues davantage par les pays développés. La dernière réunion de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement avait toutefois été ajournée antérieurement, après un désaccord sur un ordre du jour structuré en groupes portant sur la flexibilité et sur la constitution de capacités, qui, selon certains pays en développement, mettait exagérément l'accent les questions transversales.

A la suite de larges consultations, les Membres ont plutôt décidé de procéder à l'examen des propositions de traitement spécial et différencié propres à des accords, avancées par les PMA, étant entendu que les Membres de l'OMC peuvent examiner et débattre des propositions transversales comme solutions aux propositions propres à des accords des PMA. Certains Membres ont laissé entendre que ceci " abattrait une barrière artificielle " dans les discussions, en permettant aux Membres d'examiner en détail les propositions propres à des

accords, rédigées pour la plupart il y a plus de 4 ans et qui n'ont pas été examinées depuis plus de deux ans, et de voir les raisons et les besoins que les PMA tentaient de prendre en compte dans leurs propositions.

Cinq propositions des PMA ont été examinées lors de la réunion, à savoir les propositions 22/23 (Mémoire concernant la dérogation des obligations), 38 (Clause d'habilitation), 84 (Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce - MIC), 88 (Mesures en faveur des PMA) et 36 (Clause d'habilitation, para. 3b).

En examinant la proposition 22/23, dont la version la plus récente appelle à " une attention spéciale " aux demandes de dérogation aux obligations aux fins de l'OMC, émanant des pays en développement et des PMA Membres, l'Australie, le Canada et les États-Unis se sont dits intéressés d'entendre davantage sur les problèmes rencontrés par les pays en développement lorsqu'ils demandent une dérogation. En outre, l'UE, le Canada et la Norvège ont déclaré ne pouvoir accepter qu'une disposition qui s'appliquerait uniquement aux PMA. Un certain nombre d'autres pays, notamment l'Inde, la Colombie, le Costa Rica, le Brésil, le Japon, la Malaisie et le Pakistan, ont appuyé le langage actuel, et le Paraguay a suggéré différentes formulations prévoyant une " sauvegarde adéquate " de " tous les pays en développement Membres ", dans l'acceptation des demandes de dérogation.

La proposition 38 appelle à la révision de la Clause d'habilitation (Décision sur le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la pleine participation des pays en développement), pour garantir que la " portée et le rythme de la libéralisation seront déterminés en consultation avec les gouvernements " des PMA, compte tenu du fait que les PMA ne devraient pas être tenus de prendre des mesures de libéralisation incompatibles avec leurs besoins en matière de développement, de commerce et leurs besoins financiers ; pour permettre une flexibilité en ce qui concerne la détermination de l'année de référence sur laquelle les engagements de libéralisation sont

fondés afin de prendre en compte les mesures de libéralisation antérieures prises par les pays en développement et les PMA ; et, dans la section la plus litigieuse (c), pour prévoir que les PMA soient autorisés, si leurs situations économique et commerciale et leur stade de développement le permettent, à ne procéder à aucune réduction des tarifs dans les secteurs agricoles et/ou industriels ; pour exclure des réductions tarifaires des sous-secteurs dans ces secteurs ; et pour consolider les taux réduits lors des négociations et les taux appliqués en vigueur à des niveaux conformes à leurs besoins.

La Suisse, l'Australie et l'UE ont déclaré que la situation avait évolué depuis la rédaction de la proposition et que cette question était prise en compte dans les négociations en cours. La nécessité de prévoir la flexibilité et une réciprocité qui ne soit pas totale, en particulier, étaient pris en compte dans les textes de l'Ensemble de résultats de juillet sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et sur l'agriculture, notamment dans les dispositions portant sur la réciprocité qui ne soit pas totale dans le premier, et le mécanisme des produits spéciaux/ sauvegarde spéciale, dans le second. Les PMA et le Groupe africain ont toutefois laissé entendre qu'ils aimeraient voir ces dispositions examinées non seulement dans le cadre du cycle actuel de négociations, mais aussi à long terme, car ils recherchaient une solution permanente à incorporer à la structure de l'OMC, et non juste une solution pour le cycle de négociations actuel. Toutefois, selon un certain nombre de pays développés, dont la Suisse et les États-Unis, les PMA ne pouvaient s'attendre ni à ne prendre aucun engagement, ni à bénéficier d'une exemption générale permanente, car l'objectif des Membres de l'OMC était d'intégrer, à un certain stade, les PMA dans le Système commercial multilatéral et de leur permettre d'en tirer profit. Certains PMA ont laissé entendre que le but de la proposition était de prendre en compte les coûts de la mise en œuvre des disciplines de l'OMC, et non de demander une exemption générale. L'Inde et le Brésil, avec plusieurs autres pays en développement, ont suggéré aux PMA de reformuler la proposition.

Les propositions restantes demandent que les PMA soient exemptés des MIC (proposition 84), qu'ils ne soient pas tenus de prendre des engagements préjudiciables à leurs besoins ou à leurs capacités en matière de développement (proposition 88), et demandent aussi l'atténuation des incidences négatives de l'érosion des préférences pour les PMA (proposition 36, qui n'a pas été débattue).

Les discussions sur chaque thème ont montré que certaines des propositions soit étaient dépassées, soit ne prenaient pas en compte les préoccupations et les besoins des pays qui les présentaient. A ce titre, les PMA se sont réunis de manière informelle avec d'autres Membres, après la session, pour débattre de la manière dont les propositions pouvaient être reformulées pour mieux prendre en compte leurs besoins, un processus qu'ils poursuivront en groupes restreints, au cours des prochaines semaines, avec l'assistance du président. La reformulation se fera avec l'aide du Secrétariat de l'OMC. Il sera décidé, dans les prochaines semaines, soit d'examiner les mêmes cinq propositions durant la prochaine, comme certains Membres l'espèrent, soit de passer à d'autres propositions.

Signature d'une convention de coopération entre le Maroc et la Chine : la coopération Sud-Sud se concrétise

Le Maroc et la Chine ont signé lundi 16 mai 2005 à Rabat une convention de coopération dans différents domaines. Cette convention a été signée par le ministre marocain de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique, Habib El Malki et le vice-ministre chinois du commerce, Yu Guangzhou en visite au Maroc.

A cette occasion, M. El Malki a qualifié les relations entre le Maroc et la Chine "de remarquables", soutenant qu'il s'agit " d'une coopération de proximité" dans la mesure où elle concerne des secteurs socio-économiques sensibles pour le peuple marocain. Cette convention de

coopération est la résultante d'échanges intenses que ces deux pays ont développé le courant de l'année 2004. Durant cette année la valeur des échanges a atteint la somme de 105millions de dollars soit une hausse de 35%. Et tout cela malgré la menace des produits chinois sur la production locale. A ce propos le ministre marocain de l'Industrie, du Commerce et de la Mise à niveau de l'économie, Salah Eddine Mezouar relativise en jugeant que : " Depuis deux ans, l'attrait des produits chinois est devenu extrêmement important, mais c'est le cas dans quasiment tous les pays.

Les coûts relativement bas de la Chine font que les importateurs marocains sont de plus en plus intéressés par ses produits. Même en payant les droits de douane, ils demeurent relativement compétitifs par rapport aux produits d'origine européenne et aux produits locaux. La Chine est en train de gagner des parts de marché, sa progression est significative, mais pas au point de déstructurer le marché. Si on raisonne au niveau local, il n'y a pas encore péril en la demeure; si on raisonne au niveau régional - l'espace Euromed -, la Chine enlève des parts de marché au Maroc, qui est un fournisseur traditionnel de l'Europe. Là, il y a danger effectivement. Nous veillons, pour notre part, au respect des normes de qualité, de santé et de sécurité ".

Tout cela montre qu'il y'a un certain dynamisme dans les rapport Sud-Sud qui encore une fois ne constitue pas une option mais plutôt un impératif si toute fois ces pays veulent résoudre leurs difficultés économiques et prétendre à une plus grande représentativité dans le concert des nations. Ces cas de coopérations commencent à faire légion et cela ne constitue qu'une bonne augure pour ce qui est de la conduite que les pays du sud ont l'obligation de tenir lors des prochaines rencontres commerciales et les nouveaux calendrier à suivre. Le Maroc en ce sens fait partie des meilleurs élèves de la classe; en effet si hier encore c'était des accords de libre échanges avec les pays de l'Uemoa, aujourd'hui c'est avec un pays d'une autre dimension.

Mais les autres pays ne sont pas en reste ; c'est le cas de l'Algérie qui a signé avec le Chili des accords de coopération énergétique. Ces accords, signés par le président algérien Abdelaziz Bouteflika, en visite au Chili, et son homologue chilien, Ricardo Lagos, visent à évaluer les possibilités d'exportations par l'Algérie du gaz naturel liquéfié vers le Chili. Ils bénéficieraient aux deux parties : en aidant le Chili à faire face à la crise énergétique apparue suite à la réduction des livraisons de gaz par l'Argentine et en développant les projets énergétiques de l'Algérie en Amérique latine, a indiqué la source.

Les deux dirigeants ont salué les accords comme étant une chance pour leurs pays d'améliorer leurs relations qui sont déjà bonnes. Et cette coopération Sud -Sud continue à faire son bonhomme de chemin ; on se rappelle de la visite du Président brésilien en Afrique ; visite qui l'a conduit au Sénégal et qui montre que les pays du Sud ont tout à gagner dans leurs coopérations puisque dès cet instant les effets d'élargissements des marchés leur donnera une bouffée d'oxygène. Et la non coopération aboutirait à l'inverse à une situation désastreuse pour les pays du Sud. La guerre commerciale révélera en effet le caractère coûteux d'une discrimination commerciale entre Pays en développement : en se protégeant délibérément les uns des autres, ils y perdraient en termes d'industrialisation, et de bien être avec une dépendance vis à vis des importations de biens industriels en provenance du Nord. Dans l'environnement actuel où le commerce de produits manufacturés entre Pays du Sud eux même est en croissance rapide, ils pourraient accroître leur chance de sortir de la trappe de sous développement en abaissant les barrières commerciales visant les produits exportés par d'autres pays en développement.

Pendant longtemps certains ont pensé que la coopération Sud-Sud n'était qu'un simple slogan politique ou encore un concept géographique qui ne peut pas prospérer. Et cette inquiétude frappait même certaines personnalités des institutions internationales. C'est dans ce sens que l'administrateur du PNUD Mr Mark malloch

Brown disait que : " liés par des éléments historiques et géographiques, par des défis commun, les pays du Sud ont d'importantes leçons à partager, notamment de nombreux exemples de réussites... ". Ces propos laisse entendre que ces pays du Sud ont une obligations de se retrouver, de développer es coopérations qui soutiendront leurs économies par les avantages comparatifs et réciproques.

Par ailleurs, La Conférence de haut niveau du Groupe des 77 et la Chine, tenue du 16 au 19 décembre 2004 à Marrakech, est parvenue à la conclusion que la coopération Sud-Sud "n'est pas seulement une option mais un impératif" complétant la coopération Nord-Sud en vue de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire concernant le développement.

Dans le document final baptisé "Déclaration de Marrakech", qui constitue la continuation des recommandations du premier Sommet du Sud, tenu en avril 2000 à La Havane, les 133 pays du Groupe conviennent que la coopération entre eux représente le fondement de la solidarité qui doit leur permettre de faire face aux plus grands défis, soulignant que tout en continuant à reconnaître l'importance de la compréhension et du partenariat avec le Nord, il faut dire que notre développement nous incombe en premier lieu.

Sources : Jeune Afrique l'intelligent, www.bladi.net le portail de la diaspora marocaine

Les Membres discutent des procédures de délivrance de visas du mode 4

La session spéciale du Conseil du commerce des services s'est de nouveau réunie, le 27 avril, pour poursuivre les discussions sur un certain nombre de propositions de négociation et de déclarations faites au cours de sa dernière réunion de février.

Bien que la réunion ait eu pour but d'examiner les communications antérieures, les Membres ont consacré la majeure partie de leur attention à deux

nouvelles présentations. La première était un document informel présenté par la Colombie, le Pérou et les Philippines, sur les questions réglementaires qui affectent les services fournis à travers le Mode 4, qui régit ce que l'on appelle le 'mouvement des personnes physiques'. La seconde était une communication de la Suisse sur son expérience en matière d'engagements dans les services éducatifs.

Le document informel sur le mode 4 cherchait à fournir des suggestions concrètes sur les voies et moyens de prendre en compte les problèmes posés aux fournisseurs de services potentiels par les mesures en matière de visa. Ces problèmes ont d'abord été identifiés par la Colombie, dans sa communication au Groupe de travail des réglementations intérieures (WPDR ; S/WPDR/W/29), un document dans lequel ce pays soutenait que les procédures administratives liées aux visas pourraient constituer un obstacle effectif à la poursuite des affaires. Les approches suggérées par les trois auteurs du document sont la cohérence dans l'application des critères et des délais dans le traitement des demandes de visas, la possibilité d'un traitement rationalisé ou plus rapide, lorsque que le demandeur est en mesure de se conformer aux prescriptions additionnelles en matière de pièces à fournir et une plus grande transparence dans les prescriptions et les procédures en matière de visas et de permis d'entrée.

Pour répondre aux affirmations antérieures de certains pays en développement Membres concernant le fait que les mesures en matière de visa ne relèvent pas du cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), le document procédait à une analyse juridique de l'annexe de l'AGCS sur le mouvement temporaire des personnes physiques, en soutenant que ce texte prévoit l'inclusion, sous réserve, des mesures en matière de visa dans le cadre de l'AGCS. Les pays en développement soutiennent dans leur document que les mesures en matière de visa ne sont exclus du champ d'application de l'AGCS que si leur application 'n'annule pas ou ne compromet pas' les avantages découlant d'engagements de

libéralisation spécifiques, pris par un Membre. Dans la mesure où elles annulent ou compromettent ces avantages attendus, comme elles le feraient si elles rendent la poursuite des affaires impossible, les mesures en matière de visa relèvent de l'AGCS et des négociations en cours sur les services.

Bien que les Membres aient disposé de très peu de temps pour passer en revue le document sur le mode 4, de nombreux pays en développement ont fait part de leur soutien à ce document et à l'interprétation juridique qu'il fournissait. Des sources ont notamment fait état du fait que, durant la réunion, les délégués des pays développés n'ont pas identifié d'insuffisances dans l'analyse juridique faite dans le document. Les délégués s'attendent néanmoins à ce que le document informel suscite des débats animés lors des prochaines réunions sur des 'groupes' de services, fixée du 20 juin au 1er juillet.

Pascal Lamy, futur Directeur Général de l'OMC

L'ancien commissaire européen succédera probablement à Supachai Panitchpakdi, ancien directeur général de l'OMC. Son dernier rival restant à ce poste, Carlos Perez del Castillo, ancien ambassadeur uruguayen à l'OMC, a reconnu sa défaite le 13 mai. Sauf problèmes imprévus, la réunion des 26-27 mai du Conseil général de l'OMC confirmera formellement la nomination de Lamy. Celui-ci doit démarrer un mandat de 4 ans le 1er septembre.

Lamy ressort comme le candidat le plus susceptible de susciter un consensus

La présidente du Conseil général de l'OMC, Amina Chawahir Mohamed, qui dirige le processus consultatif de sélection du remplaçant de Supachai, a déclaré, ce jour-là, aux délégations des Membres de l'OMC que le troisième et dernier tour des "confessionnelles" indiquait que le Français était plus susceptible d'attirer un soutien consensuel de

la part des Membres. Elle a déclaré qu'elle recommanderait formellement au Conseil général d'accepter la candidature de Lamy lors de la prochaine réunion.

Lamy était le favori de près de quatre cinquièmes des 148 délégations de Membres de l'OMC, bénéficiant l'appui non seulement des 25 Membres constitutifs de l'UE, mais aussi de nombre des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) Membres, dont plusieurs jouissent de préférences commerciales accordées par l'UE. Ces derniers avaient initialement appuyé la candidature du Ministre mauricien des Affaires étrangères et du commerce, Jaya Krishna Cuttaree. Certains pays en développement Membres proéminents, dont l'Inde, l'Afrique du sud et la Thaïlande, ont également choisi Lamy, au détriment du représentant de leur homologue du G-20, l'Uruguay.

L'homme réputé pour avoir qualifié le fonctionnement de l'OMC de " médiéval ", à la suite du fiasco des négociations lors de la Conférence ministérielle de Cancun, en 2003, s'apprête à présent à prendre la direction de l'organisation. La tâche la plus pressante de Lamy sera de faciliter un accord lors de la Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre, à Hongkong, et mener à bonne fin la Série de Doha de discussions commerciales.

Durant son mandat en tant que commissaire européen au commerce, de 1999 à 2004, Lamy a suscité la colère de plusieurs pays en développement en raison de son appui à l'incorporation des 'questions de Singapour' litigieuses - en particulier l'investissement, la concurrence et la passation des marchés publics - dans l'OMC. D'autres se sont plaints de son appui à l'inclusion du travail et des critères environnementaux dans l'OMC. Nombre de Membres lui reprochent ce qu'ils perçoivent comme la défense des subventions agricoles et du protectionnisme de l'UE. Certains pays riches, d'autre part, avaient critiqué sa proposition antérieure selon laquelle les pays les moins avancés (PMA) devaient bénéficier d'un 'cycle gratuit' - c'est-à-dire qu'il ne leur serait demandé de

prendre aucun engagement supplémentaire dans le cadre de la Série de négociations de Doha.

Lamy, pour sa part, a soutenu, tout au long de sa campagne, que ses positions antérieures étaient dictées son rôle de principal négociateur commercial de l'UE et qu'elles ne compromettraient pas son impartialité à la tête de l'OMC. " La question est de savoir si vous pouvez garder vos distances par rapport à votre base antérieure, " a-t-il déclaré à la presse lors d'une interview, en février. " Je crois que je ferai l'affaire. " Toutefois, lors d'une réunion récente avec les ministres caraïbes du commerce et de l'agriculture, à Georgetown, en Guyana, Lamy déclarait : " Quelle part de moi-même vais-je abandonner à mes anciennes fonctions, et quelle part vais-je emporter avec moi dans mes nouvelles fonctions ? C'est une cuisine secrète que je ne prêt à dévoiler totalement."

Les Membres heureux du processus de sélection sans heurts ; un petit nombre en désaccord

Les délégués ont, dans l'ensemble, fait part de leur soulagement et de leur satisfaction concernant le fait que le processus de sélection n'a pas été une répétition des luttes acerbes pour la direction de l'OMC, en 1999. Cette course extraordinairement conflictuelle avait paralysé l'OMC pendant des mois, détournant les Membres des travaux préparatoires en vue de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle, cette même année, qui avait fini par se solder par un échec. Certains diplomates de l'OMC qui avaient appuyé les candidats malheureux ont laissé entendre qu'ils pouvaient se satisfaire du résultat et que l'absence d'acrimonie autour de la nomination de Lamy représentait déjà un démarrage positif.

L'ambassadeur actuel de l'Uruguay à l'OMC, Guillermo Valles Galmes, a fait une déclaration que l'on peut qualifier de courtoise à la suite de la réunion, en admettant des " sentiments mitigés ", mais en soulignant l'importance que revêtait le ralliement derrière un candidat unique.

Le Costa Rica a été le seul pays à exprimer des regrets, lors de la réunion du 13 mai. Le chef de

délégation de ce pays a déclaré que certains Membres avaient des réserves concernant la candidature de Lamy et que ces points de vue divergents n'avaient pas été reflétés dans la déclaration de Mohamed. Des sources font état du fait que ces pays sont essentiellement les producteurs de banane latino-américains qui s'étaient opposés aux efforts de Lamy visant à remplacer les contingents d'importation de la banane de l'UE par ce que ces pays percevaient comme un tarif spécifique 'par tonne' excessivement élevé. Néanmoins, face aux pressions exercées par les autres Membres pour qu'il adhère au consensus, le Costa Rica a déclaré qu'il n'opposerait pas son veto à la nomination de Lamy.

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

24 et 27 mai, OMC, Genève, conseil sur le commerce de service: l'alimentation dans le commerce de service

29-30 mai, OMC Genève comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

8-10 juin OMC : Organe d'examen des politiques commerciales – Équateur

14-15 juin, Réunion de haut niveau du Comité de l'agriculture de l'OCDE

27 juin - 8 juillet, Colloque OMPI-OMC organisé à l'intention des enseignants de droit de la propriété intellectuelle

EVENEMENTS AILLEURS

25-27 mai, Almaty, Kazakhstan, Seconde réunion des parties à la convention de l'UNECE pour l'accès à l'information et la participation du public à la prise des décisions et l'accès à une justice relativement aux problèmes de l'environnement.
Telephone: 41-22-917-2376 Fax: 41-22-917-0107
Email: Ella.Behlyarova@unece.org Web Site: <http://www.unece.org/env/pp/mop2.htm>

26-27 mai, Maastricht, Hollande Forum de Maastricht 2005 ; conférence sur les migrations et l'intégration en Europe Contact: Anja Ronken, Université, Maastricht
Téléphone: 31-43-388-5980 Fax: 31-43-388-5981
Email: anja.ronken@fd.unimaas.nl Web Site: <http://www.unimaas.nl/forum-maastricht>

30 mai - 26 juin, FAO Conférence par e-mail sur biotechnologie et caractérisation /conservation des ressources génétiques.
Email: biotech-mod1@fao.org
Web Site: <http://www.fao.org/biotech/conf13.htm>

31 mai 16 juin, Genève, Suisse, 93ème session de la conférence internationale sur le travail Contact: Official Relations Branch, Téléphone: 41-22-799-7732 Fax: 41-22-799-8944
Email: RELOFF@ilo.org

1 au 5 juin, San Francisco, journée mondiale de l'environnement Contact: Elisabeth Guilbaud-Cox, UNEP
Téléphone: 254-20-623401/623128 Fax: 254-20-623692/623927
Email: elisabeth.guilbaud-cox@unep.org
Web Site: http://www.unep.org/wed/2005/english/Around_the_World/inspiring.asp

2 juin, new York USA, Réunion haut niveau pour passer en revue la progression des avancées réalisées suite aux engagements pris après la

déclaration d'engagement sur le VIH /Sida Contact:
bureau du président de l'Assemblée générale
Téléphone: 1-212-963-2486 Fax: 1-212-963-3301
WebSite:
<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N03/508/68/PDF/N0350868.pdf?OpenElement>

10-11 juin, Londres, Angleterre, Réunion Ministres
des finances du G8 Contact: Web Site:
<http://www.g8.gov.uk>

12-16 juin, Doha, Qatar, Deuxième sommet des
pays du sud Contact: Office of the Chairman of the
Group of 77 Telephone: 1-212-963-0192
Fax: 1-212-963-3515
Email: g77off@unmail.org
Web Site: <http://www.g77.org/meetings/daily.html>

16-17 juin, LA Jolla, Californie 2ème conférence
des pays de l'Amérique latine pour le
développement durable. Contact: Jorge
Barandiaran Téléphone: 1-858 964.1714 Fax: 1-
858 453.2165 Email: Jorge@iamericas.org

27-28 juin, Japon, conférence de l'UNESCO sur le
développement durable et l'éducation. Contact:
Katsunori Suzuki, UNU. Email:
k_suzuki@ias.unu.edu
Web Site:
[http://www.unu.edu/hq/rector_office/events2005/e](http://www.unu.edu/hq/rector_office/events2005/events2005.html)
[vents2005.html](http://www.unu.edu/hq/rector_office/events2005/events2005.html) Web Site: www.iamericas.org

PUBLICATIONS

En français

➤ De l'OMC

Statistiques du commerce international 2004

Compilées et analysées par les économistes et les statisticiens de l'OMC, les chiffres fournissent des statistiques détaillées, comparables et à jour sur le commerce des marchandises et des services commerciaux permettant d'évaluer les courants d'échanges mondiaux par pays, par région et par grands groupes de produits ou catégories de services. Quelque 240 tableaux et graphiques

présentent l'évolution du commerce sous différents angles et donnent des renseignements supplémentaires sous la forme de séries chronologiques à long terme.
Novembre 2004

Examen des politiques commerciales 2004; 12 volumes

Etats-Unis - Gambie - Sri Lanka - Rwanda - Singapour - Benin/Burkina Faso/Mali - Belize/Suriname - union européenne - République de la Corée - Norvège - Brésil - Suisse/Liechtenstein Co-publié avec Bernan Press

Handbook on the GATS Agreement

Ce manuel a pour objet de faire mieux comprendre l'AGCS, ainsi que les difficultés et les possibilités que présentent les négociations en cours. Plusieurs encadrés ont été insérés pour donner matière à réflexion et à la fin de chaque chapitre, des questions-tests permettent de récapituler le contenu essentiel et d'en assurer la compréhension.
Mai 2005

Les procédures de règlement des différends de l'OMC - 2ème édition

Cette nouvelle édition, coéditée avec Cambridge, tient compte des décisions juridiques et d'autres instruments juridiques adoptés depuis 1995. De nouveaux textes ont été ajoutés, y compris les "Procédures de travail pour l'examen en appel" et les "Règles de conduite relatives au Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends". La deuxième édition réunit toutes les dispositions relatives à la consultation et au règlement des différends figurant dans chacun des accords commerciaux multilatéraux couverts par le Mémoire d'accord. Les textes plus anciens et moins pertinents ont été supprimés. L'agencement interne des textes a aussi été quelque peu modifié et les renvois entre les textes sont plus nombreux. L'index contient davantage de mots clés pour refléter l'élargissement de la portée. Ce recueil est l'ouvrage de référence en matière de procédure pour les professionnels, les universitaires, les étudiants et tous ceux qui doivent interagir avec les procédures de règlement des différends des

groupes spéciaux et de l'Organe d'appel de l'OMC.
Novembre 2004

***Instruments de base et documents divers 1996
Volume II***

Protocoles, Décisions, Rapports
Recueil officiel des documents juridiques, protocoles et rapports adoptés par l'Organisation mondiale du commerce. Contient les Protocoles d'accession des nouveaux Membres de l'OMC ainsi que d'autres instruments juridiques relatifs à 1996.
Avril 2005 Co-publié avec Bernan Press

***Situation des instruments juridiques; Supplément
n° 4 - Octobre 2004***

Cette publication, présentée sur feuillets mobiles, contient des renseignements actualisés sur les instruments juridiques; elle donne une liste complète des accords et protocoles en vigueur et décrit la situation en ce qui concerne leur ratification et leur entrée en vigueur.

Selected Issues Concerning the Multilateral Trading System: Discussion Paper n°7

Le présent document analyse plusieurs questions qui constituaient des obstacles à la Conférence ministérielle de Cancún, y compris le commerce et l'investissement international et l'accès aux marchés des pays en développement dans le domaine des textiles et des vêtements.
Décembre 2004

Discussion Paper No 6, The Trade, Debt and Finance Nexus: at the Cross-roads of Micro and Macroeconomics By Marc Auboin

Ce document a pour objectif d'éclairer la façon dont l'OMC s'inscrit dans l'effort national et international visant à répondre à certains des défis posés par ces relations. Il passe en revue certains des liens théoriques et les publications parues sur le sujet ; et analyse les mesures pratiques et les priorités qui sont directement traitées dans le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances nouvellement créé. Novembre 2004
Discussion Papers No 5

The Global Textile and Clothing Industry post the Agreement on Textiles and Clothing

Le présent document, écrit sous la responsabilité exclusive d'un Membre du Secrétariat de l'OMC, à titre personnel, évalue certaines possibilités quant à l'incidence potentielle de la libéralisation des échanges dans le secteur des textiles et des vêtements, avec la fin des contingents d'importation, le 1er janvier 2005.

Rapport canadien sur le développement 2004

L'investissement dans les pays pauvres: qui en profite? Dans cette septième édition du Rapport canadien sur le développement (RCD), des experts internationaux examinent de près les effets de l'investissement étranger privé dans les pays les plus pauvres. Cet ouvrage vient expliquer pourquoi l'investissement étranger privé (IEP) et sa relation avec les autres formes de financement du développement (l'aide, la dette extérieure et l'épargne intérieure) ont attiré l'attention dans le contexte du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, du consensus de Monterrey, des Objectifs de développement pour le Millénaire et du Pacte mondial de l'ONU.

➤ ***Autres publications***

" Pour une relance du cycle de développement: refonder le consensus multilatéral après Cancun "
Ifri, Policy Paper 3, octobre 2003.

" Après Cancun: la double crise de l'OMC "
Revue du Marché commun et de l'Union européenne, n°477, avril 2004.

" L'OMC victime de la mondialisation? "
RAMSES 2005, Paris, Ifri/Dunod 2004.

" A la recherche de la régulation perdue: quelles règles du jeu pour l'après-Cancun? ", Jean-Marie Paugam et Denis Tersen, Politique étrangère n°3/2004.

" Une Organisation mondiale du commerce pour quoi faire? ", Rapport du Mouvement des entreprises de France MEDEF, décembre 2004.

" L'OMC au défi du GATT : bilan du système commercial multilatéral ", Mondialisation et

commerce international, Cahiers français n°325, mars-avril 2005, La Documentation française.

" Le dialogue économique transatlantique est-il hors sujet? " Ifri, Policy Paper 6, décembre 2003.

" Une nouvelle rivalité transatlantique en Méditerranée? ", Jean-Marie Paugam et Dorothee Schmid, Politique étrangère n°4/2004.

" La puissance économique américaine. Quels enjeux pour l'Europe? ", Conférence du 25 novembre 2004, Trinôme académique de Paris.

" Commerce et cohésion sociale, deux enjeux de la Commission européenne ". Article paru dans Le Monde Economie du 26 octobre 2004.

" La directive bolkestein contre l'OMC? ", Le monde économie, 14 avril 2005.

Jean-Frédéric Morin, *Une réplique du Sud à l'extension du droit des brevets : la biodiversité dans le régime international de la propriété intellectuelle.*, In Droit et Société, vol 58, 2004, p. 633-655.

Le droit international de la propriété intellectuelle impose de plus en plus la brevetabilité du matériel génétique. Plusieurs organisations non gouvernementales et pays en développement s'opposent à cette extension du droit des brevets en réclamant de nouveaux droits de propriété sur les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles. La dernière version du projet de Zone de libre-échange des Amériques reflète cette polarisation et contient, à côté des dispositions sur la brevetabilité des végétaux, des propositions sur la protection de la diversité biologique. Cette opposition démontre que les pays latino-américains ont appris à jouer un rôle proactif dans le régime international des brevets et tentent d'orienter les débats vers leurs préoccupations. www.iddri.org

Thierry Hommel, *Stratégies des firmes industrielles et contestation sociale.*, Coll. Indisciplines. Cemagref, Cirad, Ifremer, Pourquoi et comment des entreprises adoptent des politiques et des comportements de protection de

l'environnement, alors qu'elles ne subissent aucune contrainte? S'appuyant sur les exemples de la production d'OGM et du traitement de surface des matériaux, l'auteur donne une explication économique : ces industries appliquent une stratégie d'anticipation des contestations sociales. www.iddri.org

Thierry Hommel et Egizio Valceschini, *Les impasses du marché européen des OGM*, Vivant n° 8, janvier 2005.

Pour les économistes Thierry Hommel et Egizio Valceschini, la levée du moratoire européen sur les OGM ne suffira pas à réanimer un grand malade : le marché européen des cultures transgéniques. www.vivantinfo.com

En anglais

Aaron Cosbey; *New Views of trade and sustainable development: using sen's conception of development to Re-examine the debate.* www.nsi-ins.ca

Wang Hongxia; *Green Box Support Measures Under the WTO agreement on Agriculture and Chinese agriculture sustainable development;* 2004; www.nsi-ins.ca

A.K. Emanuel Haque; *Sanitary and phyto-Sanitary barriers to trade and its impacts on environment: The case of Shrimp farming in Bangladesh;* 2004. www.nsi-ins.ca

Ian Gillson, Colin Poulton, Kelvin Balcombe - *Overseas Development Institute, UK - April 2005, EU cotton subsidies damage West and Central Africa*

A global depression in cotton prices is hampering development in West and Central Africa. Analysts have blamed the US, as the world's largest provider of cotton subsidies. But new research reveals that EU subsidies may be just as damaging for many of the world's poorest nations.

Jem Bendell - Jem Bendell's website hosts more research - 30 March 2005

Kenneth C. Shadlen - Development Studies Institute (DESTIN), London School of Economics, How can developing countries access HIV/AIDS drugs? UK May 2005

It is estimated that only seven percent of those with HIV/AIDS in developing countries receive any anti-retroviral (ARV) therapy. Guaranteed long-term access to affordable medicines, along with investment in public health infrastructure, is essential to tackle the pandemic. How can developing countries overcome the barriers to accessing HIV/AIDS drugs? Is trade in virtual water a solution for water-scarce countries?

Few people realise that we 'eat' between 2,000 and 5,000 litres of water per day, depending on our diet. To grow a kilogram of wheat takes between 500 and 4,000 litres of water; a kilogram of beef requires around 10,000 litres. With increasing global water shortages and growing awareness of the environmental impacts associated with irrigation, the concept of trading in 'virtual' water - the amount of water used to produce an agricultural commodity - is gaining attention.

Charlotte de Fraiture (IWMI), Ximing Cai (IFPRI), Upali Amarasinghe (IWMI), Mark Rosegrant (IFPRI), David Molden (IWMI) - International Water Management Institute, Sri Lanka - 11 April 2005

Making business work for development: rethinking corporate social responsibility Business is everywhere.

Some is crucial to development, while some is implicated in poverty, human rights abuses and environmental destruction. In recent years there has been an upturn in corporations taking responsibility for development challenges. Research shows this is a mixed blessing whilst development practitioners and policy makers could engage more critically to ensure real benefits for development.

Randhall Arce, Adriana Campos, Greivin Hérandez, Carlos Peramedo, Marx Valverde,

Rolando Zamora; ***The relationship between trade and sustainable development of agriculture in central america***; 2004; www.nsi-ins.ca

Sally Baden - Oxfam International - 11 April 2005, ***'White gold' turns to dust: the price of free trade in cotton***

Cotton, once known as 'white gold', has lost its glitter. The slide in global cotton prices is driving ten million farmers in West and Central Africa (WCA) deeper into poverty. Inequalities in the international trading regime are responsible for such distortions. But how can these inequalities be eliminated and the livelihoods of African producers protected

Special Report: Public Sector Transparency: What Works?

The lack of transparency in official governmental transactions is one of the biggest obstacles for development today. Shining light on the economic, political and social goals of nations can lessen the possibility of corruption, advance democratic practices and promote economic growth. The Development Gateway's Special Report "Public Sector Transparency: What Works?" explores the status of government transparency--and best practices to achieve it--around the world from multiple perspectives. Extensive interviews with government officials, civil society and e-government experts ask: How best can developing countries achieve public sector transparency?

Thomas B. Riley, ***Electronic Governance and Electronic Democracy: Living and Working in the Wired World***, Edited by Rogers W'O Okot-Uma

The first book of its kind on electronic governance (eGovernance) with a developing country regional focus. Presents electronic governance from the standpoint of improving good governance and contributing to a people-centered development in an East African context. Implementation issues under electronic governance are presented within the framework of electronic government (eGovernment), electronic democracy (eDemocracy) and electronic business (eBusiness).

The book presents a number of pilot projects and case studies, from which learning experiences may be derived for cascading eGovernance innovations elsewhere. The book responds to calls for timely, authoritative information that will add a great deal of knowledge in efforts by governments worldwide to mitigate the rapidly widening poverty divide by focusing on breaking the digital divide.

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE> © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe